



SRI/9282

A/A DE:

CAROLA FISCHBACH-PYTTEL. SECRETAIRE GENERAL, EPSU (cfischbach@epsu.org)

WERNER BUELEN. SECRETAIRE GENERAL, EFBWW (info@efbh.be)

Madrid, le 24 novembre 2004

Chers collègues,

En vue du Conseil compétitivité des 25 et 26 novembre, qui débattera une proposition de directive services L'UGT soutient l'objectif d'établir un marché intérieur mais en préservant l'acquis communautaire en matière de droit du travail, de protection des consommateurs et de services d'intérêt économique général. Cet espace doit comprendre à la fois une protection sociale importante mais aussi des droits et des conditions de travail appropriées.

On partage également l'inquiétude et les interrogations sur l'impact de cette proposition de Directive et on demande une modification en profondeur de ce texte en vue de sauvegarder et renforcer la protection et la cohésion sociales en Europe, il faut adopter une démarche équilibrée qui cherche à concilier la réalisation du marché intérieur des services au respect du droit des salariés, du droit des consommateurs et des citoyens européens.

On adhère au document de la EPSU ***"10 reasons why The european Federation of Public Services (EPSU) says NO to the proposed directive on services in the internal market"*** et qui reprend les points de vue des 190 organisations de services publics en Europe et représente 33 pays et 8 millions de travailleurs.

Toute notre solidarité avec la manifestation qui aura lieu demain à Bruxelles, l'UGT a un fort engagement en ce qui concerne les services publics et nous ferons connaître les propositions du mouvement syndical européen au gouvernement espagnol ainsi qu'aux médias.

Cordiales salutations,

Manuel Bonmati
Secrétaire International
UGT